



071

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° /AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 DU 18 AOUT 2026, LE CONTROLE
TECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES
TRONÇONS DE ROUTE BAROMBI NATURE VILLAGE (INTERN8)-PUNG PUNG
QUARTER (5 Km), RUE RAZEL JUNCTION-MUKETE ESTATE (2 Km) ET
BONAKAMA JUNCTION-MUKETE ESTATE (0,8 Km) DANS LE DEPARTEMENT
DE LA MEME-REGION DU SUD-OUEST

Financement : Budget du MINTP – Ligne Fonds Routier, Exercice 2026 et 2027.

1. Objet de l'Appel d'Offres :

Dans le cadre de la campagne d'entretien des routes nationales, régionales et communales pour le compte de l'exercice 2026, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint (AONR), pour le contrôle technique et la surveillance des travaux d'entretien périodique des tronçons de route Barombi Nature Village (Inter N8)-Pung Pung Quarter (5 km), Rue Razel Junction-Mukete State (2 km) et Bonakama Junction-Mukete Estate (0,8 km) dans le département de la Meme-Région du Sud-Ouest.

2. Consistance des prestations

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Surveiller l'exécution des travaux ;
- Assurer le contrôle technique et géotechnique de la mise en œuvre des travaux ;
- Proposer à la signature du Chef de Service du Marché des ordres de service nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- Veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
- Veiller à l'établissement des plans de récolement.

Lesdites prestations sont dévolues en trois (03) missions :

- Mission 1 : Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution qui auront été faites par l'entreprise (EXE)
- Mission 2 : direction de l'exécution des contrats de travaux, ordonnancement, pilotage et coordination des chantiers (DET-OPC)
- Mission 3 : Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie (AOR)

Les prestations du cocontractant sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

3. Allotissement

Les prestations sont constituées en un lot unique tel que présenté ci-après :

cy

N°	Région	Tronçons	Longueur estimée (km)	Délai	Budgets Prévisionnels contrôles TTC	Type d'intervention
Lot unique	Sud-Ouest	Barombi Nature Village (Inter N8)-Pung Pung Quarter (5 km), Rue Razel Junction-Mukete State (2 km) et Bonakama Junction-Mukete Estate (0,8 km)	7,80	Phase 1 : 6	Phase 1 (en 2026) : 25 000 000	Contrôle technique et surveillance des travaux
				Phase 2 : 7	Phase 2 (en 2027) : 20 000 000	

4. Montant prévisionnel des travaux

Le montant Prévisionnel des prestations est de **quarante-cinq millions (45 000 000) de Francs CFA** Toutes Taxes Comprises.

5. Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de de **treize (13) mois** calendaires y compris l'assistance au Maître d'ouvrage pendant la période de garantie. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à l'égalité des conditions aux bureaux d'études ou groupement de bureaux d'études de droits camerounais de **catégorie D** à l'issue de la catégorisation des bureaux d'études Techniques du sous-secteur d'activités « Route ». Les BET disposant d'une attestation de catégorisation peuvent s'associer avec un BET catégorisé.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget du Ministère des Travaux Publics, Ligne Fonds Routier - Exercices 2026 et 2027

8. Mode de Soumission

Le mode de soumission est : « **Exclusivement en ligne** ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, dont le montant s'élève à **cent cinquante mille (150 000) FCFA** accompagnée du récépissé délivré par la caisse de dépôt et de Consignation (CDEC) ; valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de

soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable ;

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être produit en original et postérieure à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication des résultats de l'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du Marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire

10. Consultation du dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) Francs CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait dudit DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte Postale, Numéro de téléphone, fax, E-mail ...).

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant du Bureau d'Etudes techniques désireux de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le **29 SEPT 2026** à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD accompagnée de l'accusé de réception sur la plateforme et l'original de la caution de soumission devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au plus tard le **29 SEPT 2026** à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

071
" APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° **071** / AONR/MINTP/CIPM-
TERI/2026 DU **07 SEPT 2026** EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE CONTRÔLE
TECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PERIODIQUE DU

4

**TRONÇON DE ROUTE BAROMBI NATURE VILLAGE (INTERN8)-PUNG PUNG
QUARTER (5 Km), RUE RAZEL JUNCTION-MUKETE ESTATE (2 Km) ET
BONAKAMA JUNCTION-MUKETE ESTATE (0,8 Km) DANS LE DEPARTEMENT DE
LA MEME-REGION DU SUD-OUEST**
**Financement : BUDGET DU MINTP, LIGNE RONDS ROUTIER, EXERCICES 2026
et 2027.**

**Copie de sauvegarde, Récépissé de la CDEC, Original de la caution de
soumission »**

Les tailles maximales des fichiers des dossiers (administrative, technique et financière) qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives devant être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis :

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le 29 SEPT 2026 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TERI) auprès du Ministère des Travaux Publics siégeant à la salle de réunion au 4ème étage du bâtiment C de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualitative de 70/100 seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de la vérification des pièces administratives et de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1 Critères éliminatoires

A- Dossier administratif incomplet pour :

- Absence du cautionnement de soumission timbrée à l'ouverture des plis accompagnée du récépissé du dépôt de la CDEC ;
- Non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente à l'exception du cautionnement provisoire accompagnée du récépissé du dépôt de la CDEC ;

B- Offre technique incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- Absence d'un chef de mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO, à savoir :
 - **Formation de base** : Ingénieur du Génie Civil (BAC+3 ou plus).
 - **Expérience générale en BTP** : au moins cinq (05) ans.
 - **Expérience spécifique** : ayant occupé le poste de chef de mission dans au moins un (01) projet de contrôle technique, géotechnique et de surveillance des travaux d'entretien ou de réhabilitation de routes revêtues ou bitumées ou avoir assuré la fonction d'ingénieur routier d'au moins un (01) projet d'entretien, de réhabilitation ou de construction des routes revêtues ou bitumées.
- Absence de la note méthodologique ;
- Absence d'une capacité financière d'un montant minimum de **vingt (20 000 000) millions de F CFA**, Justifiée par une attestation signée par une Banque de premier ordre agréée par le MINFI ;
- Absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un Marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 70/100 ;
- Absence de la charte d'intégrité signée et datée ;

- 4
- Absence d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales signée et datée.

C- Offre financière

I-Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- La soumission signée et timbrée (voir modèle pièce 7.A) ;
 - le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page ;
 - le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises ;
 - les sous - détail des prix unitaire quantifié paraphé à toutes les pages (voir modèle pièce 9.11)
 - Omission dans l'Offre financière d'un prix unitaire quantifié.
- D) Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièce falsifiée ou non authentique ;
- E) Soumissionner avec la clé COLEPS d'une autre entreprise ;
- F) Non-respect du format de fichiers des offres en ligne ;

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur cent (100) selon les critères essentiels suivants la base :

- Qualification des experts affectés à l'opération sur **50 points** ;
- Moyens techniques, logistiques et matériels sur **30 points** ;
- Références du BET sur **20 points**;

Le score technique minimum requis est de **70/100**

NB : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers.

16. Attribution du Marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante et remplissant les critères administratives, techniques et financières requis.

17. Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt **(90)** jours à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction de l'Entretien et de la Protection du Patrimoine Routiers du Ministère des Travaux Publics, Tél. 222 22 91 36 ou à la Direction des Contrats, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI. Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenue d'un problème lié à

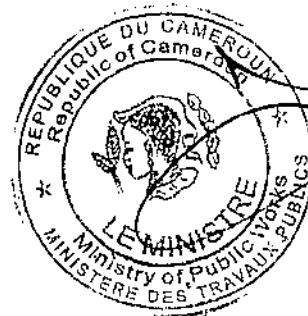
l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm

20. Lutte contre la corruption

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le MINTP au 88002042

18 AOUT 2026

Fait à Yaoundé, le _____



Emmanuel NGANOU D.

071



18 AOUT 2026 ✓

**LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
FOR THE TECHNICAL CONTROL AND SUPERVISION OF MAINTENANCE
WORKS ON THE FOLLOWING ROAD SECTIONS: BAROMBI NATURE VILLAGE
(INTERNS)-PUNG PUNG QUARTER (5 Km), RUE RAZEL JUNCTION-MUKETE
ESTATE (2 Km) AND BONAKAMA JUNCTION-MUKETE ESTATE (0.8 Km), IN
THE MEME DIVISION, SOUTH-WEST REGION.**

Financing: MINTP Budget – Road Fund Line, Financial Years 2026 and 2027.

1. Purpose of the Call for Tenders:

As part of the national and regional road maintenance campaign for the financial year 2026, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches a Limited National Call for Tenders for the technical control and supervision of maintenance works on the the following road sections: Barombi Nature Village (Inter N8)-Pung Pung Quarter (5 Km), Rue Razel Junction – Mukete Estate (2 Km) and Bonakama Junction – Mukete Estate (0.8 km), in the Meme Division, South-West Region.

2. Scope of Works

These services assigned to the Contracting Partner shall involve the following tasks, inter alia:

- Supervising the execution of works;
- Ensuring the technical and geotechnical control of works implementation;
- Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing;
- Providing quality assurance and ensuring the implementation of environmental protection measures;
- Ensuring the drafting of post-completion drawings.

These services are divided into three (3) missions:

- Mission 1: Review of compliance with the project design and approval of execution studies prepared by the contractor (EXE)
- Mission 2: Management of the execution of works contracts, scheduling, steering and coordination of construction sites (DET- OPC)
- Mission 3: Assistance during acceptance operations and the warranty period (AAO)

The contracting partner's services are clearly defined in the Terms of Reference.

3. Allotment

The services shall be tendered for in a single lot as follows:

No.	Region	Road sections	Estimated length (km)	Time frame	Estimated Budget for control, including taxes	Type of intervention
Single lot	South-West	Barombi Nature Village (Inter N8) - Pung Pung Quarter (5 km), Rue RAZEL Junction - Mukete Estate (2 km) and Bonakama Junction - Mukete Estate (0.8 km)	7.80	Phase 1: 6	Phase 1 (2026): 25,000,000	Technical control and supervision of works
				Phase 2: 7	Phase 2 (2027): 20,000,000	

4. Estimated Cost of the Works

The estimated cost of the Services is **forty-five million (45,000,000) CFA francs, including taxes.**

5. Execution Time Frame

The overall execution time frame is **thirteen (13) calendar months**, including assistance to the Project Owner during the warranty period. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all **category D** consulting firms or consortia of consulting firms governed by Cameroonian law, following results of the grading of contractors in the "Road" sub-sector. Technical consulting firms having a certificate of grading shall partner with a graded technical consulting firm.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line - Financial years 2026 and 2027.

8. Bidding Method:

Bidding shall be carried out as follows: **"Exclusively online"**. In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must attach to his administrative documents a hand-paid bid bond, issued by one of the bodies or financial institutions authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender Documents. The amount of the bond is **one hundred fifty thousand (150,000) CFA francs**, including a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), and it shall be valid for thirty (30) days from the initial tender validity date.

The absence of a bid bond issued by a first class bank or financial institution authorised, by the Ministry in charge of Finance, to issue bonds within the framework of public contracts, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond having no

connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented during bid opening session will be rejected.

Under penalty of rejection, the original of the provisional security must be submitted and dated prior to the signing date of the Call for Tenders.

The provisional security shall be released automatically upon publication of the contract award results. If the tenderer is awarded the contract, it shall be released as soon as the provisional bond is provided.

Bank cheques, though certified, shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

10. Consultation of Tender Documents

The the hard copy of the Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at Etoudi, and the soft copy on COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this Call for Tenders.

11. Acquisition of Tender Documents

The Tender Documents may be obtained during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs**.

Upon withdrawal of the said tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (P.O. Box, Telephone number, Fax, E-mail,).

Such receipt must identify the payer as the representative of the Technical Consulting Firm willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download on the COLEPS platform, available at the addresses indicated above. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on **9 SEPT 2026** at 11 a.m.

Besides, an uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD, accompanied by the platform acknowledgement of receipt and the original bid bond shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works at Etoudi, on **9 SEPT 2026** at 11:00 a.m. It shall bear the following:

"LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS FOR THE TECHNICAL CONTROL AND SUPERVISION OF MAINTENANCE WORKS ON THE FOLLOWING ROAD SECTIONS: BAROMBI NATURE VILLAGE (INTERNS)-PUNG PUNG QUARTER (5 Km), RUE RAZEL JUNCTION-MUKETE ESTATE (2 Km) AND BONAKAMA JUNCTION-MUKETE ESTATE (0.8 Km), IN THE MEME DIVISION, SOUTH-WEST REGION.
Financing: MINTP BUDGET, ROAD FUND LINE, FINANCIAL YEARS 2026 AND 2027.

Backup copy, CDEC acknowledgement receipt, original of the bid bond"

H

The maximum file sizes (administrative, technical and financial) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 Mb for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

Administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner will reject:

- Bids submitted after the submission deadline;
- Bids that do not comply with the bidding method.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. The absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any possible petition. A bid bond having no connection with the consultation concerned will not be taken into account. A bid bond presented during bid opening session will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders.

14. Opening of Tenders:

The tenders shall be opened in two phases.

Administrative and technical documents shall be opened on **29 SEPT 2026** at noon by in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TERI) at the Ministry of Public Works, located on the 4rd floor of Block C of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at the new administrative centre, ETOUDI.

Only the financial offers of tenderers who obtained a qualifying technical score of 70/100 shall be opened by the same Tenders Board and in the same venue at a later date, after publication of the results of the verification of administrative documents and the technical evaluation.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of absence or non-compliance of any document in the administrative file during the bid opening session, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

C

15. Tender Evaluation Criteria
15.1 Eliminary Criteria

A- Incomplete administrative file due to:

- Absence of the stamped bid bond at the opening of tenders including a deposit receipt issued by the CDEC;
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session, despite the 48-hour extension, except the provisional security and the CDEC receipt;

B- Incomplete technical offer in the absence of one of the following documents:

- Absence of a Mission Head meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation, including:
 - **Basic training:** Civil engineer (GCE A/L+ 3 at least).
 - **General experience in the building and public works sector:** at least five (5) years.
 - **Specific Experience:** must have served as head of mission on at least one (1) project involving technical and geotechnical control as well as supervision of maintenance or rehabilitation works on paved or asphalt roads, or must have served as a road engineer on at least one (1) project involving the maintenance, rehabilitation, or construction of paved or asphalt roads.
- Absence of a compliant methodology note;
- Lack of financial capacity in the minimum amount of **twenty (20,000,000) million CFA francs**, as evidenced by a certificate signed by a first-class bank approved by MINFI;
- Absence of the attestation of site visit formally signed by the tenderer;
- Absence of formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public contracts;
- Failure to obtain a technical score of 70/100 at least.
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of the dated and signed commitment to respect social and environmental clauses.

C- Financial Offers

I- Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:

- the signed and stamped bid (see Form 7.A);
- the Unit Price schedule (UPS) compliant with the model (Document 6) indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- the dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts net and inclusive of all taxes;
- the Breakdown of unit prices initialled on all pages (see Document 9.11 model
- the omission of a quantified unit price in the financial offer.

D) False declaration, fraud, forged or unauthentic documents;

- E) Bidding with another company's COLEPS key;
F) Non-compliance with the file format for bids submitted online;

15.2 Essential Criteria

Technical offers shall be evaluated on a scale of one hundred (100) based on the following essential criteria:

- Qualifications of experts assigned to the project (50 points);
- Technical, logistical and material resources (30 points);
- Reference of TCF 20 points;

The minimum technical score required is 70/100

Note: Any State employee listed among the staff who did not submit all documents justifying his availability notified by the Public Service shall not be accepted.

16. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder who meets the relevant financial, technical and administrative requirements.

17. Tender Validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days, with effect from the tender submission deadline.

18. Further information:

Further technical information may be obtained at the Department of Road Assets Maintenance and Protection, Tel.: 222 22 91 36, or at the Department of Contracts, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters of the Ministry of Public at Etoudi, or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please dial (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm

20. Fight Against Corruption

In the event of any corrupt practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or MINTP via the number 88002042

Yaoundé, 8 AOUT 2026



Emmanuel NGANOU
Page 6 of 6